

[Traduction]

**M. Clark:** Je crois que la Chambre préférerait que le rapport Bibeau soit renvoyé à un comité avec le rapport du Commissaire aux langues officielles, au lieu d'être simplement déposé ici. Le président du Conseil du Trésor veut-il nous donner l'assurance que ces deux rapports seront soumis à l'examen d'un comité de la Chambre ou des deux Chambres?

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, j'ai été interrogé au comité des prévisions budgétaires en général à ce sujet cette semaine. J'ai répondu à plusieurs questions. Je suis prêt à répondre à toutes les questions sur ces deux rapports, s'il y a lieu, et nous verrons s'il est nécessaire de prendre des mesures plus précises relativement aux rapports de MM. Spicer et Bibeau.

[Traduction]

**M. Clark:** Les députés de ce côté-ci estiment, comme le député de Maisonneuve-Rosemont, qu'il ne suffit pas de pouvoir interroger le ministre sur ces questions. Il est de beaucoup préférable que ces rapports soient eux-mêmes renvoyés à un comité, où ils pourront être étudiés conjointement. J'espère que le ministre acceptera cette suggestion qui lui vient de deux partis.

#### L'EMPLOI LIMITÉ DU FRANÇAIS PAR LES DIPLÔMÉS ANGLOPHONES DES ÉCOLES DE LA FONCTION PUBLIQUE

**M. Joe Clark (chef de l'opposition):** Je poserai au ministre la question suivante. Comme le Commissaire aux langues officielles dit dans son rapport que 83 p. 100 des diplômés anglophones des écoles de la Fonction publique n'utilisent le français que dans une proportion de 20 p. 100 dans leur travail, le ministre est-il prêt à faire une déclaration complète à la Chambre sur l'extraordinaire sous-utilisation des diplômés bilingues que dénonce le Commissaire aux langues officielles?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le président, évidemment, il est très difficile d'utiliser au maximum les services dans l'autre langue de tous les gens qui travaillent ici à Ottawa. L'honorable chef de l'opposition parle un excellent français, mais il n'a pas souvent l'occasion de l'utiliser, alors il va falloir habituer tout le système à utiliser les deux langues le plus souvent possible. Je suis bien heureux de constater que l'honorable chef de l'opposition veut que la langue française soit beaucoup plus utilisée à Ottawa.

#### L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU COMMISSAIRE— LES CONSULTATIONS AVEC LES PROVINCES SUR L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES

**M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe):** Monsieur le président, je désire poser une question au chef du gouvernement.

Tout en reconnaissant avec objectivité que le programme de bilinguisme a obtenu à ce jour un succès appréciable, le gouvernement est-il en train de réfléchir de façon sérieuse aux recommandations du commissaire aux langues officielles, recommandations selon lesquelles il faudrait préparer une génération de Canadiens bilingues avant que ceux-ci n'atteignent l'âge d'entrer dans la Fonction publique?

#### Questions orales

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, nous y réfléchissons certainement. C'est non seulement un souhait que nous avons exprimé, mais ce sont aussi des choses que nous avons dites aux provinces lors de diverses réunions, notamment sur les questions constitutionnelles, lorsque nous parlions de bilinguisme. Plusieurs députés de tous les partis souhaitent effectivement que le système d'éducation des provinces apporte aux Canadiens une plus grande facilité d'expression dans les deux langues officielles. Voilà ce que nous souhaitons, monsieur le président. Je pense que cette injonction s'adresse plutôt aux gouvernements provinciaux qui sont responsables de l'éducation au premier chef.

**M. Wagner:** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire, tout en remerciant le très honorable premier ministre de ses observations.

En tenant bien compte de la question de juridiction, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a l'intention de discuter de ces propositions nouvelles touchant à l'enseignement des langues aux jeunes Canadiens avec les chefs des gouvernements provinciaux au cours de la conférence des premiers ministres en mai prochain?

**M. Trudeau:** Monsieur le président, l'ordre du jour de cette conférence n'est pas encore établi, mais si les provinces veulent en discuter, je serai très désireux moi-même de traiter du sujet, mais généralement ces sujets-là sont traités lors des réunions des ministres de l'Éducation des provinces avec le secrétaire d'État, lequel est mandaté par le gouvernement pour dépenser des fonds en vue d'encourager l'enseignement dans l'autre langue officielle dans chaque province.

\* \* \*

[Traduction]

#### LA DÉFENSE NATIONALE

#### LA COMMANDE D'AVIONS LOCKHEED—LES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT AUX BANQUES POUR LE FINANCEMENT—LES AUTRES POSSIBILITÉS

**M. Stuart Leggatt (New Westminster):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. On a annoncé ce matin que l'option d'achat concernant les avions Orion de Lockheed avait été prolongée d'un mois. Par conséquent, il semble qu'il a été impossible de s'entendre sur les dispositions de financement. Le ministre a dit hier à la Chambre que les arrangements proposés aux banques canadiennes ne comportaient pas la garantie des prêts que ces banques pourraient consentir à la société Lockheed. Étant donné l'importance de cette affaire, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelles sont exactement les propositions que le gouvernement a faites aux banques et aux établissements financiers du Canada pour les encourager à prendre un risque qu'elles ne prendraient pas en temps normal?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, il est exact que mon collègue le ministre des Approvisionnements et Services a réussi à obtenir pour le gouvernement une prolongation des négociations jusqu'au 30 avril. Nous continuons nos entretiens avec les banques. Comme je l'ai déjà dit plusieurs fois, je ne veux pas aller dans le détail de la chose avant que les conversations ne soient terminées.